

**Révision de l'état des lieux des masses d'eau du
bassin de Mayotte en prévision du cycle 2028-2033
de la Directive cadre sur l'eau**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)**

**Marché public de service passé selon une procédure formalisée en appel d'offres
ouvert menée en application des articles L.2124-1 à L.2124-2 et R.2124-1 à R.2124-
2.1° du Code de la Commande Publique (CCP).**

ARTICLE 1 – CONTEXTE GÉNÉRAL.....	4
ARTICLE 2 – CONTRACTANTS.....	6
2.1 Pouvoir adjudicateur.....	6
2.2 Titulaire du marché.....	6
ARTICLE 3 – MODE DE PASSATION, FORME ET OBJET DU MARCHÉ.....	6
3.1 Mode de passation et forme du marché.....	6
3.2 Objet et caractéristiques principales du marché.....	6
ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	7
ARTICLE 5 – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 6 – PRESTATIONS ATTENDUES ET MODALITÉS D’EXÉCUTION.....	8
6.1 Révision de l’État des lieux 2025.....	8
6.1.1 Description des prestations à réaliser.....	8
6.1.2 Phasage des prestations à réaliser.....	19
6.1.3 Livrables.....	21
6.1.4 COPIL et présentations des travaux.....	22
6.2 Opérations de vérification.....	23

LISTE DES ANNEXES

Annexe1_Guide national pour la mise à jour de l'EDL (Octobre 2023)

Annexe 2 _EDL 2019:

- Annexe 2_Tome 1 - Analyse des caractéristiques du bassin
- Annexe 2_Tome 2 - Analyse des impacts des activités humaines sur l'état des masses d'eau
- Annexe 2_Tome 3 – Etude économique de l'EDL 2019
- Annexe 2_Tome 4 _ Annexes

Annexe 3_Arrêté n° 2022-DEAL-SEPR-1315 du 23 novembre 2022

Annexe 3Bis_Annexe arrêté de surveillance des masses d'eau

Annexe 4_Fiches masses d'eau du SDAGE 2022-2027 :

- Annexe 4_Fiches MESO
- Annexe 4_Fiches MECE
- Annexe 4_Fiches MEC

Annexe 5_Exemple de données économiques d'usages de l'eau

Annexe 6_CCTP de l'étude nationale pour la récupération des coûts
Annexe 7_Note de cadrage de l'étude nationale pour la récupération des coûts

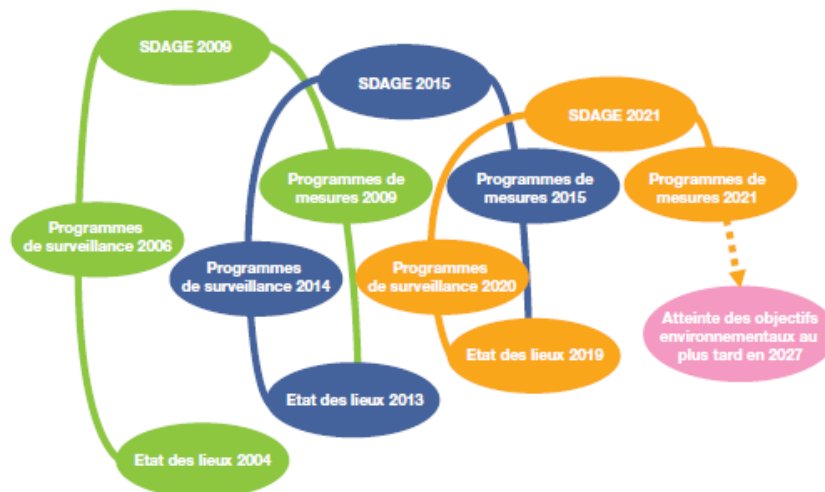
ARTICLE 1 – CONTEXTE GÉNÉRAL

En application de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) 2000/60/CE du 21 octobre 2000, une mise à jour de l'état des lieux des masses d'eau établit en 2019 doit être réalisé d'ici fin 2025. Elle concerne à la fois les eaux superficielles (continentales et littorales) et les eaux souterraines. Les éléments de cadrage général sont précisés dans le guide pour la mise à jour de l'état des lieux d'octobre 2023. À ces éléments de cadrage général s'ajoutent les documents suivants :

- Un guide précisant les modalités d'évaluation de l'état des eaux souterraines de juillet 2019.
- Le guide relatif aux règles de l'évaluation de l'état des eaux littorales (guide REEEL seconde édition) publié en 2018. Ce guide sera révisé à l'automne 2023.
- Le guide technique relatif à l'évaluation de l'état des eaux de surface continentales (cours d'eau, canaux, plans d'eau) précisant les modalités d'évaluation de l'état des masses d'eau douce de surface révisé en décembre 2023.
- Un guide précisant les modalités de l'inventaire des émissions, rejets et pertes de micropolluants vers les eaux de surface de l'INERIS, mis à jour à chaque cycle. Ce guide sera mis à jour au second semestre 2023.
- Un guide précisant les modalités de l'analyse des résultats des mesures des polluants chimiques dans le biote. Ce guide sera révisé durant l'été 2023.

Chaque cycle (6 ans) de la DCE est précédé d'un état des lieux. La révision de l'état des lieux de 2025 doit être effective au plus tard fin 2024 pour sa validation par le bassin et pour une livraison à l'Europe en 2025. L'état des lieux 2025 servira de base à l'élaboration des prochains schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du 4^e cycle DCE (2028-2033) et au dimensionnement des programmes de mesures (PDM) associés.

Il s'inscrit dans le cycle de la figure ci-dessous :



Nota bene : chaque couleur correspond à un cycle de gestion. Les dates mentionnées sont les dates d'adoption des documents par les autorités compétentes.

Conformément à l'article R212-3 du code de l'environnement, un état des lieux comprend :

- ✓ Une analyse des caractéristiques du bassin ou du groupement de bassins qui comprend notamment la présentation des masses d'eau du bassin et l'évaluation de l'état de ces masses d'eau.
- ✓ Une analyse des impacts des activités humaines sur l'état des eaux, qui inclut notamment l'évaluation des pressions et l'évaluation du risque de non atteinte des objectifs environnementaux à l'horizon 2033.
- ✓ Une analyse économique de l'utilisation de l'eau, qui comporte notamment une description des activités utilisatrices de l'eau, une présentation des prix moyens et des modalités de tarification des services collectifs de distribution d'eau et d'irrigation et une évaluation du coût des utilisations de l'eau.

Une mise à jour du registre des zones protégées prévu au R212-4 du code de l'environnement sera réalisée dans le cadre de l'analyse des caractéristiques du bassin.

L'état des lieux inclut également l'inventaire des émissions, des rejets et des pertes des polluants à l'échelle du district hydrographique, en application de la directive 2013/39/UE du 12 août 2013. Il devra être publié dans le SDAGE 2028-2033 et pourra s'appuyer sur les données les plus récentes issues des campagnes de recherche de substances dangereuses dans l'eau (RSDE)

Le guide national pour la mise à jour de l'état des lieux (Annexe 1) et le résultat de l'état des lieux de 2019 (Annexe 2) sont joints au présent CCTP.

ARTICLE 2 – CONTRACTANTS

2.1 Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est la DEALM de Mayotte, représenté par M. Jérôme JOSSERAND le directeur – Service Environnement et prévention des risques, Terre-Plein de Mtsapéré BP 109, 97 600 Mamoudzou.

2.2 Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché, désigné dans le présent CCTP également sous le nom de « titulaire », sont précisées dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 3 – MODE DE PASSATION, FORME ET OBJET DU MARCHÉ

3.1 Mode de passation et forme du marché

Le présent marché est un marché public de services qui en raison de son montant est passé selon la procédure.

formalisée en appel d'offres ouvert, menée en application des articles L.2124-1 à L.2124-2 et R.2124-1 à R.2124-2.1° du Code de la Commande Publique (CCP)

Il ne comporte pas de tranches.

3.2 Objet et caractéristiques principales du marché

Le présent marché concerne la révision de l'état des lieux des masses d'eau du bassin de Mayotte en prévision du plan de gestion (2028-2033), selon le « Guide pour la mise à jour de l'état des lieux » (Octobre 2023). Cette étude sera nommée « **État des lieux 2025 du bassin hydrographique de Mayotte** »

Le périmètre d'étude est le district hydrographique de Mayotte tel que défini par la Directive Cadre européenne sur l'Eau de 2000.

Dans le cadre du marché, le titulaire devra réaliser :

- ✓ L'analyse des caractéristiques du bassin,
- ✓ l'évaluation de l'état des masses d'eau avec la prise en compte des deux nouveaux indicateurs à Mayotte
- ✓ l'analyse de l'évolution de l'état des eaux avec les progrès accomplis et l'effet thermomètre,
- ✓ l'analyse des pressions/impacts des activités humaines sur l'état des masses d'eau avec la mise en œuvre des méthodes et outils mises en œuvre par la DEB

- ✓ l'évaluation du du risque de non atteinte des objectifs environnementaux à l'horizon 2033 « RNAOE 2033 »,
- ✓ une caractérisation socio-économique des usages de l'eau et des services liés à l'utilisation de l'eau,
- ✓ Une analyse prospective estimant les évolutions des données socio-économiques à l'horizon 2033,
- ✓ l'intégration de la synthèse concernant Mayotte de l'étude nationale récupération des coûts dans l'étude économique du bassin,
- ✓ La concaténation finale de l'EDL 2025 avec l'intégration de l'étude BRGM sur l'état des lieux des eaux souterraines,
- ✓ La prise en compte des du changement climatique dans cet état des lieux
- ✓ La révision du programme de surveillance des milieux,
- ✓ La préparation des fichiers pour l'exercice de rapportage national,
- ✓ La mise à jour des fiches masses d'eau du SDAGE 2022-2027,
- ✓ La réalisation d'une synthèse de l'EDL 2025,

ARTICLE 4 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières

- ✓ L'Acte d'Engagement (AE) signé par une personne habilitée à engager la société ;
- ✓ Le Règlement de la Consultation (RC)
- ✓ Décomposition des prix global et forfaitaire (DPGF)
- ✓ Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- ✓ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- ✓ Le mémoire technique du titulaire

Pièces générales

Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A) et publié le 1^{er} avril 2021

Il est précisé que les pièces constitutives du marché prévalent, en cas de contradiction entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-avant.

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché sont réputées connues du titulaire.

ARTICLE 5 – DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

L'EDL 2025 doit être adopté par le Comité de l'eau et de la biodiversité de Mayotte puis approuvé par le Préfet coordonnateur de bassin. Cette contrainte est à prendre en compte par le titulaire car cela implique un délai d'exécution de 12 mois. Il est demandé au titulaire de proposer un planning d'intervention réaliste.

Ce planning d'intervention sera détaillé dans l'acte d'engagement. Il pourra faire l'objet de réajustements, décidés en concertation avec le comité de pilotage. Il en est notamment ainsi, si la cause qui met le titulaire dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel est le fait de la personne publique ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Le présent marché démarre à compter de sa date de notification au titulaire, correspondant à la date de réception de la copie dudit marché par le titulaire.

ARTICLE 6 – PRESTATIONS ATTENDUES ET MODALITÉS D'EXÉCUTION

L'ensemble des prestations devra être réalisé selon le guide EDL national (Annexe 1).

L'EDL 2025 présentera plusieurs tomes :

I L'analyse des caractéristiques du bassin

II L'analyse des impacts des activités humaines sur l'état des masses d'eau

III L'analyse économique de l'EDL 2025

NB : Les chapitres II et III sont à mener en parallèle afin de renforcer les liens entre l'analyse économique et l'évaluation des pressions et de leurs impacts.

6.1 Révision de l'État des lieux 2025

6.1.1 Description des prestations à réaliser

6.1.1.1. L'étude EDL

Le titulaire devra réaliser les chapitres I, II et III de l'EDL en y intégrant les résultats de l'EDL eaux souterraines mené par le BRGM.

Le titulaire devra fournir l'EDL 2025 finalisé avec les livrables attendus et réaliser des prestations complémentaires décrites ci-après.

TOME I. L'analyse des caractéristiques du bassin

Le titulaire devra fournir :

- ✓ Une présentation générale de la géographie du bassin, de son climat et de son économie,
- ✓ La délimitation des masses d'eau de surface et des masses d'eau souterraines, leur classification par catégories et typologies et l'évaluation de leur état (ne concerne que les eaux de surface, l'évaluation de l'état des eaux souterraines sera fournie par le BRGM au prestataire).

Ce tome sera constitué des éléments suivants :

- 1) Présentation générale de la géographie du bassin
- 2) Référentiel des masses d'eau,
- 3) Identification prévisionnelle des masses d'eau artificielles et des masses d'eau fortement modifiées,
- 4) Évaluation de l'état des masses d'eau,
- 5) Mise à jour du registre des zones protégées et objectifs associés.

Le guide EDL- Chapitre III (Annexe 1 du CCTP) précise :

- ✓ Les règles à appliquer pour l'évaluation de l'état des masses d'eau (prise en compte de l'évolution des règles d'évaluation),
- ✓ Les années de référence à utiliser,
- ✓ La présentation des résultats attendus,
- ✓ La prise en compte de l'évolution de l'état des masses d'eau avec les progrès accomplis et l'effet thermomètre.

Pour l'EDL 2025, il sera appliqué les règles pour l'évaluation de l'état des eaux utilisées 2025 (REEE 2025). Ces règles sont précisées dans le chapitre III.3.2 du guide de l'EDL. Les principaux changements pour Mayotte sont l'intégration de deux nouveaux indicateurs pour l'évaluation des masses d'eau cours d'eau (MECE) : « I2M2 Mayotte » pour les invertébrés et « IDMsp » pour les diatomées

L'état des lieux 2025 sera l'occasion de :

- dresser le bilan intermédiaire du troisième cycle 2022-2027 en termes d'évolution de l'état des masses d'eau et ainsi d'estimer les progrès accomplis. Pour cela, il s'agira de comparer l'état des masses d'eau en 2019 (calculé avec les REEE 2019) avec l'état des masses d'eau en 2025 (calculé aussi avec les REEE 2019) – comparaison des colonnes 2 et 3 du tableau ci-dessous.
- mesurer l'effet des changements de règles d'évaluation entre 2019 et 2025. Pour cela, il s'agira de comparer l'état des masses d'eau en 2025, calculé avec les REEE 2025, avec l'état des masses d'eau en 2025, calculé avec les REEE 2019 – comparaison des colonnes 3 et 5 du tableau ci-dessous. Cette

comparaison n'est pertinente que pour l'état écologique des eaux de surface. Il n'y a donc pas lieu de faire cet exercice pour les eaux souterraines et pour l'état chimique des eaux de surface. Pour l'état écologique, on entend par changement de règle, l'ajout des nouveaux indicateurs entre les REEE 2019 et 2025 tels que précisé dans la partie III.3.2.

La comparaison pourra être réalisée sous la forme suivante pour chaque masse d'eau (exemple d'une masse d'eau superficielle) :

Code Masse d'eau	État (1)	État des masses d'eau en 2019 (REEE 2019) (2)	État des masses en 2025 (REEE 2019) (3)	Objectifs du SDAGE 2022-2027 (4)	État des masses d'eau en 2025 (REEE 2025) (5)
	État écologique				
	État chimique				

Le tableau ci-dessus constitue une base de travail interne d'évaluation par le bassin des progrès accomplis et de l'effet thermomètre.

Les évolutions de l'état des masses d'eau seront accompagnées d'éléments pédagogiques expliquant les limites des comparaisons.

Le prestataire transmettra les analyses suivantes :

- l'état en 2025 des masses d'eau qui étaient en bon état et en très bon état en 2019 (en utilisant pour les deux calculs les REEE 2019). Pour cela, il sera établi d'une part le nombre de masses d'eau en bon état et en très bon état en 2019 et d'autre part le pourcentage de ces masses d'eau dans chacune des classes d'état en 2025 ;
- l'état en 2019 des masses d'eau en bon état et en très bon état en 2025 (en utilisant pour les deux calculs les REEE 2019). Pour cela, il sera établi d'une part le nombre de masses d'eau en bon état et en très bon état en 2025 et d'autre part le pourcentage de ces masses d'eau dans chacune des classes d'état en 2019 ;
- le nombre de masses d'eau en bon état et très bon état en 2025, calculé à partir des REEE 2019, qui ne le sont plus avec les REEE 2025 (afin d'estimer l'effet « négatif » du changement de thermomètre) ;
- le nombre de masses d'eau en état moins que bon en 2025, calculé à partir des REEE 2019, qui deviennent en état au moins bon en 2025 calculé avec les REEE 2025 (afin d'estimer l'effet « positif » du changement de thermomètre).

TOME II. L'analyse des impacts des activités humaines sur l'état des masses d'eau

Il s'agit dans ce tome de mettre en exergue les pressions anthropiques significatives sur le bassin et d'en évaluer leur ampleur et leur évolution prévisible à l'échelle des masses d'eau. Dans le guide EDL l'analyse des impacts prévoit également une description des activités dont les effets sur l'état des eaux du bassin ont un impact économique significatif. Ce deuxième point est traité dans l'étude économique de l'utilisation de l'eau dans le bassin.

L'analyse des pressions et des impacts répond à trois finalités complémentaires :

- 1) Informer sur les types de pollutions et de détériorations constatés dans le bassin, leurs sources, leurs quantités, leur évolution dans le temps, ainsi que leurs effets sur les milieux ;
- 2) Alimenter l'analyse du risque de non-atteinte des objectifs environnementaux en 2033 et, plus largement, être utile à l'élaboration du SDAGE et du programme de mesures suivants ainsi qu'à l'ajustement du programme de surveillance ;
- 3) Répondre aux exigences du rapportage européen : les données de la mise à jour des états des lieux seront rapportées à la Commission européenne en même temps que les SDAGE et PDM en mars 2028 et il convient que ces données soient bancarisées immédiatement à l'issue de l'état des lieux dans le respect de la grille de rapportage (Annexe B du guide EDL national).

Pour l'analyse Pression / Impact, le titulaire devra fournir :

a) Une description des types et de l'ampleur des pressions présentes dans le bassin ;

L'annexe B du Guide EDL liste les différents types de pressions à considérer dans le cadre de l'état des lieux. Il s'agira dans l'exercice de ne tenir compte que des pressions dites « significatives » décrites au IV.4.1 du guide EDL. La typologie et l'analyse des pressions, ainsi que l'échelle à considérer dans le cadre de cet exercice sont décrites dans le même sous-chapitre.

b) Une évaluation de l'incidence de ces pressions sur l'état des masses d'eau ;

Des méthodes prescriptives ont été développées au niveau national pour l'ensemble des bassins et plus spécifiquement aux bassins ultramarins. Ces méthodes sont listées dans l'Annexe C du guide national. Si une méthodologie fixée dans le guide national s'avérait inadaptée (résultats incohérents, données entrée manquantes, etc.), le titulaire devra proposer une méthodologie alternative. Les méthodologies seront adaptées aux données disponibles et selon leur qualification validées en COPIL. Aussi pour chaque méthodologie non applicable au bassin le titulaire devra réaliser un argumentaire qui justifie son positionnement et tentera de préciser les aspects manquants pour sa mise en œuvre effective.

c) Un scénario tendanciel d'évolution des pressions (dont l'évolution prévisible de la demande en eau et de la ressource disponible et de la répartition de cette ressource entre les utilisateurs) ;

Il s'agit de dresser, à partir des évolutions passées et de ce qui est connu sur les changements à venir, un portrait futur du territoire si le programme de mesure du SDAGE n'est pas mis en œuvre. Cette étape permettra aux gestionnaires de se placer dans une démarche d'anticipation des enjeux futurs et de prioriser au mieux les actions à mener. En effet, les pressions actuellement exercées sur la ressource en eau et les milieux aquatiques ne sont pas figées dans le temps : d'une part les usages qui les exercent évoluent, et d'autre part, des mesures et politiques environnementales sont mises en place sur le territoire, indépendamment du SDAGE. L'objectif du scénario tendanciel est donc d'anticiper ces évolutions futures à l'horizon 2033 afin de comprendre quels enjeux actuels de la gestion de l'eau vont se résorber et lesquels vont s'accroître. Les enjeux non résorbés (non satisfaits) pourront alors faire l'objet de propositions d'actions, qui seront incluses dans le futur Programme de Mesure

La construction de scénarios tendanciels correspond à un exercice d'évaluation des tendances socio-économiques. Il s'agit d'estimer l'évolution prévisible, à l'horizon 2033, d'une série d'indicateurs économiques et de politiques publiques (hors DCE) susceptibles d'avoir un impact sur l'évolution des pressions et sur l'état des eaux. Ces indicateurs peuvent concerner la démographie (en particulier en lien avec l'alimentation en eau potable), les activités industrielles et agricoles (production, chiffres d'affaires...), la politique agricole, le changement climatique, etc.

La prévision de cette série d'indicateurs peut s'effectuer en 3 étapes successives, de complexité de mise en œuvre croissante :

- évaluation des tendances exogènes sur lesquelles la politique de l'eau n'a pas d'influence ;
- appréciation des impacts résiduels liés à d'autres politiques de l'eau que la DCE ;
- intégration de variables incertaines potentiellement significatives en termes de pression sur le milieu.

Le tableau page 39 du guide EDL (sous-chapitre IV.4.6) fournit des exemples à considérer lors des 3 étapes d'analyse citées ci-dessus. L'analyse des tendances est à adapter aux enjeux spécifiques du bassin de Mayotte. Pour chaque indicateur considéré, l'échelle d'analyse est également à sélectionner pour être la plus pertinente possible. Le titulaire proposera une analyse qui peut être qualitative et/ou quantitative, présentée sous forme de graphique et/ou textuelle. Elle peut être réalisée en concertation avec les acteurs du bassin afin de construire collectivement des scénarios d'évolutions du territoire.

L'analyse des tendances suivra autant que possible la méthodologie proposée ci-dessus suivant les 3 étapes sus-mentionnées et identifiera les limites de mise en œuvre. Elle pourra également se référer aux méthodes employées dans

l'élaboration des SAGE. Ce volet sera réalisé en lien avec l'analyse prospective de l'étude économique de l'EDL détaillée au 6.1.1.2 du CCTP.

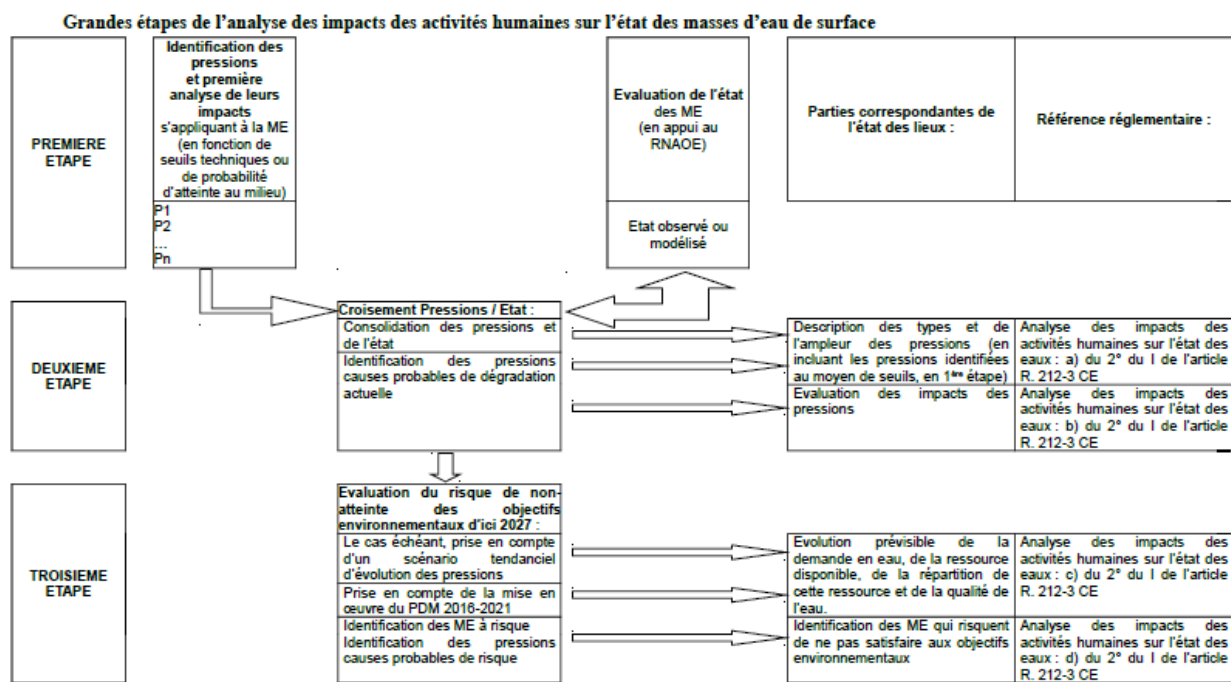
L'EDL 2025 devra faire l'objet d'un chapitre prospectif dédié au changement climatique qui prendra en compte la trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique (TRACC) et pour s'appuyer sur plusieurs sources de données décrites dans le guide EDL (chapitre VII).

d) L'identification des masses d'eau qui risquent de ne pas atteindre les objectifs environnementaux (RNAOE) d'ici 2033.

Ce volet sera réalisé conformément à la méthodologie décrite dans le guide EDL (chapitre IV.4.3).

L'analyse des pressions et des impacts sur les eaux souterraines est à la charge du BRGM et sera fournie au titulaire pour intégration au document final de l'EDL 2025

Le schéma suivant indique les étapes de construction du tome II de l'EDL.



TOME III. Analyse économique de l'EDL 2025.

Le titulaire actualisera l'étude économique de l'état des lieux (2019) selon le guide EDL national (chapitre V) en tenant compte des résultats de l'étude nationale qui se déroulera en parallèle.

Le tome III de l'EDL est le résultat des travaux suivants :

- ✓ Caractérisation des activités économiques liées aux utilisations de l'eau à Mayotte ;
- ✓ Tarification et récupération des coûts ;
- ✓ Analyse prospective estimant les évolutions des données socio-économiques à l'horizon 2033.

NB : La tarification et la récupération des coûts (partie V du guide Annexe 1) ne fait pas l'objet du présent marché. En effet, cette partie du tome III de l'EDL 2025 est traitée dans le cadre d'un marché national (à maîtrise d'ouvrage Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires).

Ce tome comprend :

1) Une caractérisation socio-économique des usages de l'eau et des services liés à l'utilisation de l'eau ;

L'analyse économique se basera sur les recommandations faites par le guide de méthode européen WATECO selon lequel une caractérisation économique des districts hydrographiques est à effectuer. Plus précisément, une description socio-économique des usages de l'eau et des services liés à l'utilisation de l'eau est à réaliser, identifiant et localisant les activités correspondant aux pressions des activités sur les masses d'eau. Il dresse une analyse de l'importance de ces différentes activités afin d'estimer leur poids économique.

Il est rappelé qu'une activité, même si elle n'utilise pas de l'eau, est considérée comme utilisatrice si elle exerce une pression significative sur une masse d'eau. Par ailleurs, en définissant les acteurs concernés par la gestion de l'eau et en quantifiant leurs intérêts, il est requis de mesurer les enjeux pour le territoire, les relations entre usages, les solidarités et les conflits liés aux utilisations de l'eau.

Les dispositions décrites ci-dessous viennent en complément du guide européen WATECO et proposent des actualisations permettant de répondre aux problématiques du quatrième état des lieux :

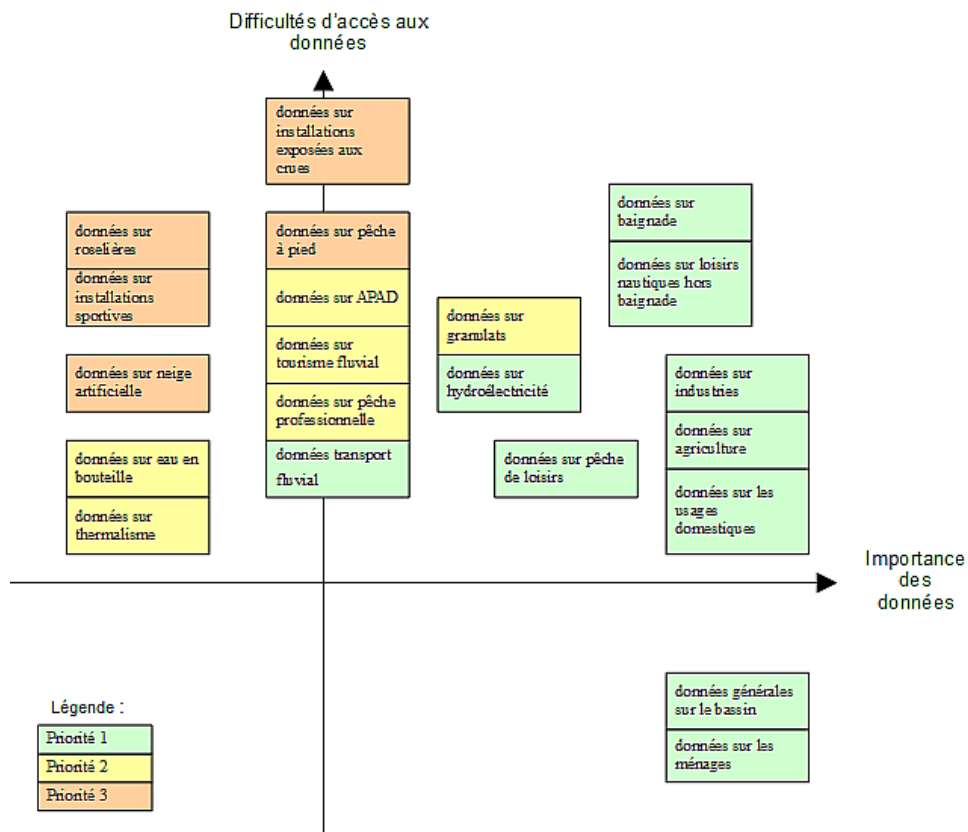
- 1) Une grande importance sera accordée à la déclinaison de l'analyse économique de l'état des lieux à l'échelle locale et aux dimensions stratégiques soulevées pour la gestion de l'eau ;
- 2) Une comparaison avec l'état des lieux 2019 sera également à établir, afin d'identifier les progrès réalisés dans l'acquisition et le traitement des données, ainsi que de souligner les principales évolutions à l'échelle du bassin des activités utilisatrices de l'eau et leurs implications sur l'état des masses d'eau et la gestion des ressources en eau ;

3) L'actualisation des données comprendra :

- ✓ une actualisation de la description de chaque activité utilisant l'eau,
- ✓ une mise à jour des données, à minima pour les ménages, l'industrie et l'agriculture.

Le prestataire pourra proposer d'actualiser des données concernant d'autres secteurs en fonction de leur poids économique, de l'effort de précision déjà fourni lors du précédent cycle et des lacunes qui ont pu être identifiées lors du troisième état des lieux de 2019. En particulier, les utilisations de l'eau jugées comme prioritaires pourront être ciblées pour le travail d'actualisation de l'état des lieux. Les données à actualiser pourront être classées par ordre de priorité en tenant également compte de la difficulté d'accès aux données. Ainsi, le type de schéma suivant peut être appliqué et adapté :

Schéma de priorisation de l'analyse des usages dans le cadre de l'analyse économique



2) L'intégration de la synthèse se rapportant au bassin de Mayotte de l'étude nationale sur la récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau ;

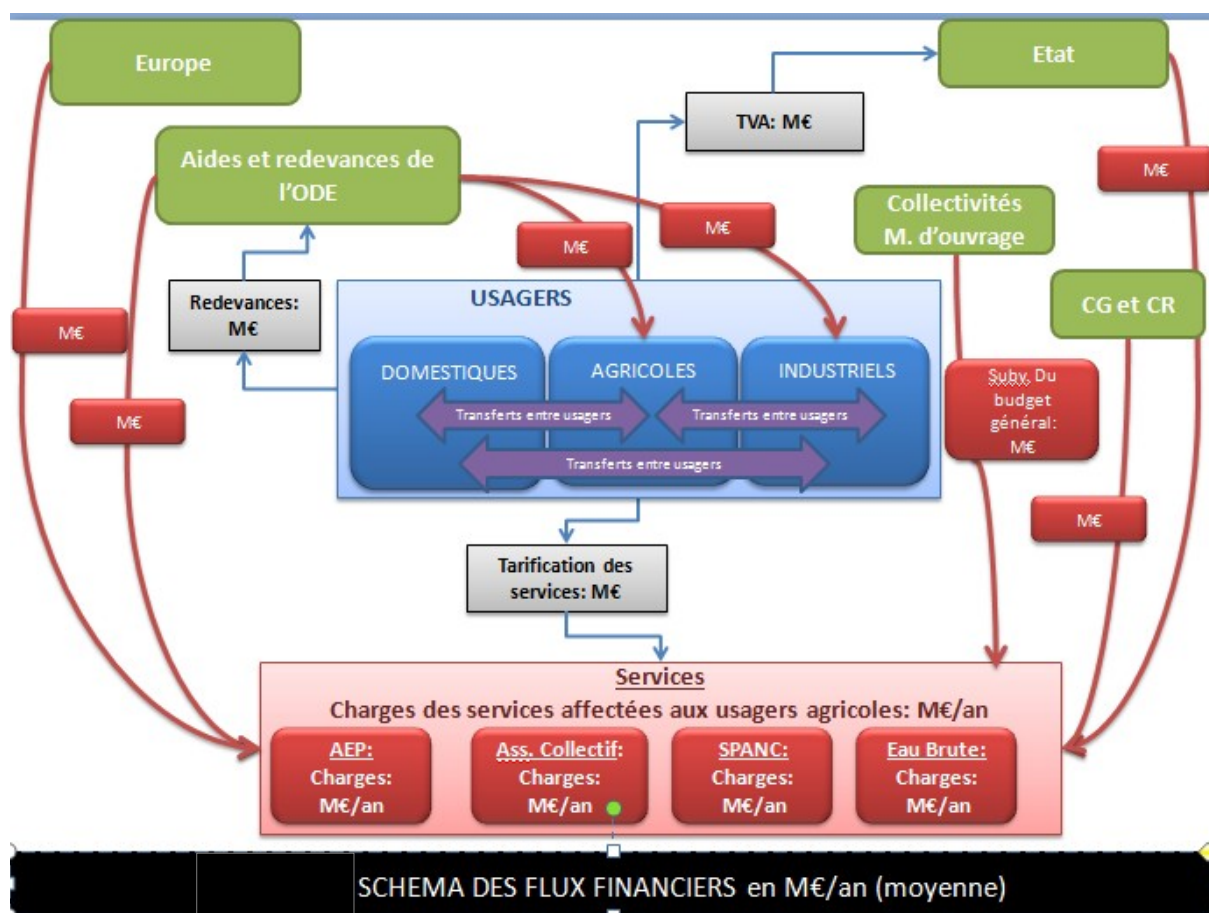
Pour indication le CCPT de ce marché national et la note de cadrage est en annexes 6 et 7.

Selon le calendrier fourni par le Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires, l'étude nationale sera livrée dans les bassins au plus tard en mars 2025.

Le titulaire intégrera les résultats de l'étude nationale « récupération des coûts des bassins français » en ce qui concerne le bassin de Mayotte.

Le tome III intégrera les principales conclusions basées sur la caractérisation socio-économique et les résultats de l'étude nationale.

Le titulaire devra notamment fournir un schéma sur les transferts de coûts entre usagers de ce type : (à noter qu'il n'y a pas d'office de l'eau à Mayotte)



En cas de retard de la prestation nationale, le titulaire ne sera pas tenu pour responsable. Dans ce cas de figure, l'ensemble du chantier EDL pourrait être retardé. Le calendrier général du chantier sera alors revu par le COPIL.

Identification des données économiques

Le titulaire listera les informations nécessaires pour réaliser l'étude. La liste des données nécessaires, les opérateurs la possédant, leur qualité, devront être validés en COPIL. Le titulaire sera ensuite en charge de la collecte des données auprès des organismes producteurs (services de l'État, le Conseil départemental, syndicats et services d'eau, etc.).

Afin de l'aider dans cette étape stratégique, une liste de données est fournie à titre d'exemple en Annexe 5. Cette liste pourra être adaptée (ajout/suppression, adaptation au contexte local) sur proposition du titulaire.

3) Analyse prospective estimant les évolutions des données socio-économiques à l'horizon 2033

Afin d'établir les futurs programmes de mesures, l'analyse économique ne doit pas seulement se concentrer sur une image statique de la situation actuelle, mais poser les questions significatives de la gestion de l'eau sur le district. Ceci afin de montrer les évolutions du district en confrontant les aspects socio-économique et hydrologique.

Le titulaire réalisera une analyse prospective estimant les évolutions des données socio-économiques à l'horizon 2033.

Notamment, le titulaire proposera une expertise sur l'évolution des coûts à l'échéance 2033. Ce travail permettra de dimensionner en partie le montant des actions à mettre en place pour maintenir les objectifs de qualité environnementale et de récupération des coûts.

Le titulaire se basera sur l'analyse macroscopique établie en phase 1 et sur les coûts financiers établis en phase 2. Dans l'hypothèse d'une gestion optimale, le titulaire identifiera pour tous les usages collectifs et non collectifs :

- ✓ les besoins en renouvellement des réseaux d'assainissement et des stations d'épuration :
 - Valeur à remplacer et période de renouvellement ;
 - Consommation globale de capital.
- ✓ les besoins en renouvellement du réseau d'eau potable et des ouvrages liés :
 - Valeur à remplacer et période de renouvellement ;
 - Consommation globale de capital.
- ✓ les besoins en renouvellement du réseau d'eau pluviale et des ouvrages liés :
 - Valeur à remplacer et période de renouvellement ;
 - Consommation globale de capital.
- ✓ les besoins de mise en place de nouveaux équipements, aussi bien sur le domaine d'assainissement et de l'eau potable, au regard de l'estimation de l'évolution des besoins.

Ces informations seront éventuellement complétées avec les investissements (et fonctionnement) nécessaires pressentis pour atteindre les objectifs de bon état des masses d'eau qui pourront être exprimés dans les autres chapitres de l'état des lieux.

Le titulaire conclura cette phase sur les impacts de cette évolution des coûts sur les financements à mettre en place (y compris le prix de l'eau), dans l'objectif de maintenir un taux de récupération des coûts optimal.

Le titulaire devra prendre en compte, au moyen de différents scénarii, les évolutions attendues dans les prochaines années, liées notamment aux grands chantiers prévus dans le domaine de l'eau et de l'assainissement (usine de dessalement, retenues colinéaires...) et à la croissance démographique. Le titulaire pourra se baser sur les études tarifaires existantes et la programmation pluriannuelle des investissements du syndicat Les Eaux de Mayotte.

Le tome 3 devra faire l'objet d'une synthèse d'une dizaine de pages, mettant en avant les principaux résultats, notamment le taux de recouvrement par usage et par service. Cette synthèse intégrée constituera un des documents d'accompagnement du prochain SDAGE (2028-2033).

6.1.1.2 Prestations annexes de l'étude EDL

En plus de la réalisation du document EDL, le titulaire réalisera les prestations suivantes qui sont connexes à la révision de l'EDL 2025 :

1- Révision du programme de surveillance

La mise à jour de l'état des lieux entraînera une révision du programme de surveillance (chapitre IV-7 du guide annexe 1). A cette fin, le titulaire présentera dans un document annexe synthétisant les évolutions possibles sur la base de propositions qui seront discutées en COPIL. Le titulaire fera notamment des propositions de suivi de masses d'eau en risque de non atteinte des objectifs environnementaux pour le réseau de contrôle opérationnel (RCO) et le réseau de contrôle d'enquête (RCE) comme préconisé dans l'annexe de l'arrêté préfectoral établissant le programme de surveillance de l'état des eaux du bassin de Mayotte (Annexe 3 et Annexe 3Bis).

2- Rapportage national

Le titulaire est chargé de préparer les tables numériques (type ACCESS) compatibles au rapportage national et européen.

Le guide national (IX.2) et son Annexe B du guide indiquent les contraintes techniques : les données à rapporter, les délais, les bases à alimenter.

La DEALM est chargée du rapportage. Les formats de fichiers définitifs seront fournis ultérieurement.

Le titulaire pourra consulter à titre d'information la base européenne sur le site suivant :

https://cdr.eionet.europa.eu/help/WFD/WFD_715_2022

3- Mise à jour des fiches masses d'eau

Les fiches masses d'eau (Annexe 4) du SDAGE 2022-2027 sont à réviser au vu des résultats de l'EDL. Elles comportent les éléments de synthèse suivants :

- ✓ État écologique et état chimique des masses d'eau de surface ;
- ✓ État quantitatif et chimique des masses d'eau souterraine ;
- ✓ Le cas échéant, types de pressions causes probables de RNAOE 2033 ;
- ✓ L'historique de l'évaluation de l'état à la masse d'eau entre 2019 et 2025.

La mise à jour des fiches masses d'eau des eaux souterraines seront à la charge du BRGM.

4- Synthèses EDL

Le titulaire réalisera :

- ✓ Une synthèse d'une dizaine de pages didactique et illustré des principales informations de l'EDL (état des eaux, principales pressions/Impact). Cette synthèse a pour objet la vulgarisation pour un public large dans un contexte de sensibilisation aux objectifs du SDAGE. Ce document pourra notamment servir de support pour la consultation du public du prochain SDAGE 2028-2033;
- ✓ Une synthèse des éléments méthodologiques utilisés pour l'état des lieux mentionné au II.4 du guide EDL national.

6.1.2 Phasage des prestations à réaliser

Les phases de collecte de données et de concertation avec les services et les parties prenantes de la révision de l'EDL pourront faire l'objet d'ateliers de travail organisés à Mayotte. La prestation suivra le phasage suivant, toutefois, l'ordre des phases n'est pas chronologique et certaines phases peuvent être concomitantes. L'ensemble des phases devra être mené de manière concertée avec le COPIL.

Phase 1. Mise à jour du référentiel des masses d'eau avec identification prévisionnelle des MEA et MEFM et mise à jour du registre des zones protégées.

Phase 2. Évaluation de l'état des masses d'eau

Phase 3. Mesurer l'évolution de l'état des masses d'eau avec les progrès accomplis et l'effet thermomètre

Phase 4. Réalisation de l'inventaire des émissions, rejets et pertes de substances selon la méthodologie fournie dans le Guide EDL national.

Phase 5. Inventaire, collecte et mise en forme des données caractérisant les pressions s'exerçant sur les milieux aquatiques. Le titulaire se chargera de la collecte des données nécessaires auprès des organismes producteurs (DEALM, CCI, CAPAM, DAAF, organismes de recherche, etc....)

Phase 5bis. À partir des données collectées et mises en forme : qualification des données (complétude, nature, densité des données...), mise à jour des pressions s'exerçant sur les milieux aquatiques (sur la base des données disponibles ou à dire d'expert le cas contraire) et affinage des méthodologies pressions-impacts réalisables sur cette base (à valider en comité de pilotage).

Phase 6. Caractérisation des liens pressions/impacts selon les méthodologies validées par le comité de pilotage.

Phase 7. Pour chaque pression / impact, évaluation d'un scénario tendanciel à horizon 2033 (sur la base des données identifiées par le comité de pilotage).

Phase 8. Identification des masses d'eau en risque de non atteinte des objectifs d'état sur la base de l'état des masses d'eau (sur la base du travail de la phase 6) et des scénarios tendanciels.

Phase 9. Caractérisation des usages socio-économiques et analyse prospective estimant les évolutions des données socio-économiques à l'horizon 2033

Phase 10. Intégration de l'étude nationale récupération des coûts et des résultats issus de l'EDL eaux souterraines du BRGM

Phase 11. Rédaction des documents finaux (état des lieux, synthèse des éléments méthodologiques et des grandes hypothèses)

Phase 12. Révision du programme de surveillance

Phase 13. Mise à jour des fiches masses d'eau et intégration des fiches masses d'eau eaux souterraines (fournies par l'étude BRGM)

Phase 14. Synthèse EDL

Phase 15. Présentation du rendu final en CEB

Phase 16. Rendu rapport final EDL après avis du CEB

Phase 17. Fourniture des fichiers de rapportage national pour tous les types de masses d'eau

6.1.3 Livrables

L'ensemble des livrables et des visuels devront intégrer les logos du Comité de l'Eau et de la Biodiversité, de l'OFB, et de la DEALM.

L'ensemble des documents sous version informatique seront remis sur une clé USB à l'issue de la prestation.

L'ensemble des documents sera présenté et validé en comité de pilotage (voir article 6.5).

Le titulaire devra fournir les livrables suivants :

- ✓ Un rapport complet EDL 2025 comprenant les 3 tomes attendus. Il présentera les choix méthodologiques, les données sources (origine et date), les modalités de calculs, les résultats explicités. La méthodologie peut être l'objet d'un rapport annexé afin d'alléger le document principal. Le document « État des lieux du bassin hydrographique de Mayotte » devra être clair, précis et illustré (schémas, cartes, photos ...) et mis en page, prêt à être édité (avec intervention graphiste). Les sources des données utilisées seront précisées systématiquement. La réalisation des cartes est à la charge du titulaire. Le rapport est principalement destiné à un public averti, mais devra être compris par des non-spécialistes de l'eau. Il sera fourni en 10 exemplaires papiers couleurs et reliés, un exemplaire non relié, ainsi qu'en format dématérialisé (PDF) et modifiable (word ou équivalent);
- ✓ Les fiches masses d'eau en format PDF et format modifiable word ou équivalent;

- ✓ Une mise à jour du registre des zones protégées qui sera intégrée dans la partie « analyse des caractéristiques du bassin ».
- ✓ L'inventaire des émissions, rejets et pertes de substances, prévu par la directive 2008/105/CE du 16 décembre 2008. Ce volet peut être intégré dans le document principal ou fourni à part selon sa taille et dans ce cas il sera fourni également en 10 exemplaires papiers couleurs et reliés, un exemplaire non relié, ainsi qu'en format dématérialisé (PDF) et modifiable (word ou équivalent) ;
- ✓ Une révision du programme de surveillance de l'état des eaux du bassin notamment le programme de contrôles opérationnels (CO) en format PDF et format modifiable word ou équivalent;
- ✓ Une synthèse des éléments méthodologiques utilisés pour l'état des lieux mentionné au II.4 du guide EDL national avec un format de fichier dématérialisé PDF et format modifiable (word ou équivalent) ;
- ✓ Une synthèse EDL d'une dizaine de pages illustrée et prête à être éditée (infographie réalisée) avec un format de fichier dématérialisé PDF et format modifiable (word ou équivalent) ;
- ✓ Un rapport complet comprenant les 3 volets de l'étude économique globale à l'échelle de Mayotte. Il présentera les choix méthodologiques, les données sources (origine et date), les modalités de calculs, les résultats explicités. Ce document sera rédigé et présenté de manière à être diffusable à des professionnels de l'eau à Mayotte. Il devra être clair, précis et illustré. Les sources des données utilisées seront précisées systématiquement. Ce document comportera une centaine de pages. Le document sera fourni en 10 exemplaires papiers couleurs et reliés, un exemplaire non relié, ainsi qu'en format dématérialisé (PDF) et modifiable (word ou équivalent) ;
- ✓ Une maquette pour une plaquette de 2 à 4 pages maximum, à destination du grand public avec une approche de communication : « l'eau paye l'eau ? ». Le titulaire y présentera, dans un langage vulgarisé, les principaux points. L'objectif est de faire prendre conscience au grand public des équipements et des coûts mobilisés « en amont de leur robinet et de leur pomme de douche et après leurs toilettes ». Il s'agit de montrer les principaux coûts et financements, en insistant sur les composantes et les objectifs du prix de l'eau. Le titulaire a en charge la mise en forme définitive de ce document (illustrations textes mise en page). La sélection des illustrations pertinentes et la proposition d'une maquette qui sera validée en COPIL. Document à rendre en format numérique modifiable (Word, Writer...) et en format pdf;
- ✓ L'outil de bancarisation avec l'ensemble des données (SIG compris) et informations jugées utiles pour assurer la traçabilité de la démarche et facilitant les opérations ultérieures de rapportage national puis européen ;

- ✓ Les fichiers de rapportage au format numérique (Format précisé ultérieurement) ;
- ✓ Les comptes rendus des COPIL, et les présentations type .PPT/.ODP et .PDF .

6.1.4 COPIL et présentations des travaux

Le comité de pilotage COPIL est composé du titulaire, de la DEALM, de l'Office Français de Biodiversité. Il pourra être élargi ponctuellement à d'autres services dont l'expertise locale sera sollicitée en fonction des thématiques (BRGM, CAPAM, CCI, EPCI, IFREMER, le Parc Marin, CIRAD, Secrétariat technique de bassin...).

En plus des réunions programmées, le COPIL se réunira si nécessaire à l'initiative de la DEALM.

Le COPIL se réunit avec un objectif de collecte et de partage de données, de connaissances et d'expertise. Il sera le lieu d'échanges sur les méthodologies à appliquer, de présentation de l'état d'avancement global de la mission et de validation des différentes phases de la mission.

Le titulaire est en charge de la planification, de l'organisation, des présentations faites en COPIL, et de la rédaction des comptes rendus. Il propose les dates à la DEALM, qui les valide. Le titulaire envoie à la DEALM une version numérique du document qui sera proposé aux membres du COPIL pour validation.

Fréquence

Le COPIL se réunira à minima 10 fois à la DEALM ou en visioconférence, de la notification du marché jusqu'à son échéance. Le prestataire prévoira au minimum 5 déplacements sur Mayotte. Il est demandé au prestataire de préciser la fréquence des réunions sur place et en visioconférence.

Des présentations seront faites au Comité de l'Eau et de la Biodiversité. Une présentation sera faite en début de prestation (présentation de la démarche), à mi-parcours (présentation de l'avancée), puis à l'issue de la prestation (présentation du rendu final). Le titulaire du marché se rapprochera du BRGM afin de présenter de manière concomitante l'avancement des travaux dans la mesure du possible. Le BRGM aura à sa charge la présentation des travaux qui le concernent.

6.2 Opérations de vérification

Les différentes opérations liées à la constatation de l'exécution des prestations se dérouleront conformément aux dispositions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.